ARRI LA LETTRE D'ARRI
Pour une meilleure intelligence du monde
Juin 2022
Nº 58

Quels sont les risques, pour l'Occident, d'une guerre qui se prolonge ?

Quatre mois après son déclenchement par l'agression de la Russie, le conflit en Ukraine semble devoir se transformer en guerre d'usure. Le rapide succès qu'escomptait probablement la Russie s'est heurté à la résistance du peuple ukrainien en armes, efficacement soutenu par l'Occident. C'est non seulement l'Union européenne, dont l'Ukraine est devenue le porte-drapeau des valeurs, qui a immédiatement soutenu le pays attaqué par des livraisons d'armes et l'adoption de sanctions contre la Russie, mais surtout l'OTAN, après que les États-Unis, que l'on pensait il y a quelques mois encore complètement tournés vers le Pacifique, ont immédiatement réagi et donné un nouveau souffle à l'Organisation. Mais que peut devenir un conflit qui s'installe ainsi dans la durée ? Quels sont les risques, pour l'Occident, d'une guerre qui se prolonge ?

Une première interrogation concerne l'unité du camp européen sur le long terme. Si l'Union européenne a su préserver une grande unité jusqu'à présent, des différences d'appréciation se sont fait jour quant aux objectifs à atteindre. Sans évoquer la Hongrie, qui joue le jeu de la Russie autant qu'elle le peut, prolongeant ainsi la politique menée depuis 2010 par le premier ministre Orbán, notamment en s'opposant à l'embargo sur le pétrole, en refusant de livrer des armes, ou même de les voir transiter par son territoire, il apparaît des différences de perception entre les pays de l'Est de l'Europe, au premier rang desquels la Pologne ou les États baltes, volontaristes dans le conflit contre la Russie, et des pays plus attentistes, tels que l'Allemagne ou la France. Pour les premiers, suivis par la Commission européenne, l'objectif est clair : l'Ukraine doit vaincre la guerre, comme l'a exprimé la présidente Ursula von der Leyen à Davos. Pour les seconds, le président Poutine ne doit pas la gagner, comme l'a indiqué le chancelier Scholz, également à Davos. Cela n'est pas contradictoire en première approche, mais les nuances ainsi exprimées sont lourdes de conséquences au regard de nombreuses questions qui pèseront de plus en plus lourd le temps passant : l'adhésion de l'Ukraine à l'Union, la prolongation des livraisons d'armes sur le long terme, et des types d'armes livrées, des cessions éventuelles de territoire acceptables pour mettre un terme au conflit, des sanctions supportables dans le domaine de l'énergie, etc…

Une seconde interrogation concerne l'évolution de la position américaine à l'issue des élections présidentielles de novembre 2024. En effet, le président Biden n'est pas des plus populaires, notamment en raison d'une inflation jamais vue depuis 40 ans, tandis que la position de Donald Trump au sein du camp républicain, même s'il a subi récemment quelques revers lors des primaires républicaines en Géorgie, est loin d'être sérieusement remise en cause. Or la réélection de Donald Trump à la présidence américaine en 2024 signifierait probablement, si le conflit en Ukraine n'est pas terminé à cette date, la fin de l'aide américaine à l'Ukraine et donc de celles du Royaume-Uni et de l'OTAN. L'Union européenne se trouverait seule face à la Russie et bien incapable, en l'état actuel des choses et malgré les avancées régulières mais lentes de ses capacités d'action, de prolonger de manière efficace le soutien à l'Ukraine. À cet égard, les élections de mi-mandat qui se dérouleront en novembre devront être suivies avec attention.

David Capitant

Association Réalités et Relations Internationales
11 rue Nicolo 75116 Paris – Tel : 01 45 27 46 17
Courriel : secretariat@arri.fr Site : www.arri.fr

VIE DE L'ASSOCIATION

CONFÉRENCES

Jeudi 2 juin, de 18h00 à 19h30, en présentiel au siège d'ARRI, 11 rue Nicolo, Paris 16, ou en Zoom, conférence de **Valérie Drezet-Humez**, cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne, sur le thème : **Présidence française du Conseil de l'Union européenne : la France a-t-elle pu maintenir les priorités de son agenda malgré la guerre en Ukraine ?**

Mercredi 8 juin, de 18h00 à 19h30, en présentiel au siège d'ARRI, 11 rue Nicolo, Paris 16, ou en Zoom, conférence d'**Alexandra Goujon**, politologue spécialiste de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, sur le thème : **L'invasion russe en Ukraine, origines et enjeux. Alexandra Goujon** a publié un ouvrage ***L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre*** en 2021, ouvrage qu'elle dédicacera à cette occasion. La conférence sera suivie d'un verre.

DÉJEUNER DÉBAT

Jeudi 9 juin, de 12h30 à 14h45, au restaurant Le Procope, 13 rue de l'Ancienne Comédie, Paris 6, en présence de **Jadranka Chaushevska-Dimov**, ambassadrice de la République de Macédoine du Nord en France, sur le thème : **Situation politique et économique de la République de Macédoine du Nord et processus d'adhésion à l'Union européenne**.

TABLE RONDE A LA MAISON HEINRICH HEINE

Jeudi 23 juin, à 19h30, à la Maison Heinrich Heine, Cité internationale universitaire de Paris, 27c boulevard Jourdan, Paris 14. Organisée **en collaboration avec ARRI et le site Boulevard Extérieur** sur le thème **La guerre de l'information**, **David Capitant**, président d'ARRI, animera cette table ronde à laquelle participeront **Julien Nocetti**, chercheur associé au Centre Russie/NEI et au programme Géopolitique des technologies de l'IFRI, **David Colon**, professeur agrégé d'histoire à Sciences Po Paris et **Susanne Spahn**, historienne, politologue et journaliste.

VOYAGE EN MACÉDOINE DU NORD, 25 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE

Ce voyage connaît un vif succès. En effet, vingt-huit personnes se sont inscrites parmi lesquelles de nouveaux membres que nous aurons plaisir à accueillir. Comme tous les voyages d'ARRI, ce voyage comporte un volet « rencontres » et un volet culturel. Le programme des rencontres en cours d'élaboration a pour objectif de permettre de mieux comprendre les défis auxquels la République de Macédoine du nord est confrontée dans une région, les Balkans, où les réalités sont d'une grande complexité.

■

N'oubliez pas ! Notre site internet propose un calendrier de nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes rendus. Par ce biais, vous pouvez aussi vous inscrire aux prochaines conférences en cliquant **ICI**

IMPORTANT : Dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne vous pouvez consulter l'agenda journalier du Conseil, et connaitre l'agenda complet de toutes les instances de l'Union. Le site Toute l'Europe, mis à jour quotidiennement propose gratuitement toutes les infos sur l'Union. **Accès.**

CONSEIL D'AMINISTRATION

Conseil d'administration approuvé par l'assemblée générale du 6 avril 2022
Les mandats sont de trois ans.
Le conseil est renouvelé chaque année par tiers.

Sylvie **BOULTE**, *ancienne secrétaire générale de Tajan SA*

David **CAPITANT,** *professeur de droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,* ***président***

Dominique **CIAVATTI**, *cadre du ministère de la Justice (er), Cheam 1998*

Robert **DIETHRICH**, *ancien directeur général d'EDF International, président du Cercle Franco-allemand*

Gérard **DOUSSAU**, *président de Ferncroft Bioscience*

Jean Michel **FAUVE**, *directeur international honoraire d'EDF,* ***président d'honneur***

Jacques **FAVIN-LEVEQUE**, *général (2S)*

Charles **FERNANDEZ**, *général (2S), Cheam 1987*

Michel **FERRET**, *ancien sous-directeur de FranceAg*, ***trésorier***

Philippe **JURGENSEN**, *président honoraire de la Ligue Européenne de Coopération Économique France,* ***vice-président***

Brigitte **LESTRADE**, *professeur émérite de l'université de Cergy Pontoise*

Philippe **SELZ**, *ancien ambassadeur*

Philippe de **SUREMAIN**, *ancien ambassadeur,* ***vice-président***

Geneviève **TINTURIER**, *ancienne cadre d'entreprise*, ***secrétaire générale***

■

L’Europe hier, aujourd’hui et demain

par le général (2S) Jacques FAVIN-LÉVÊQUE, membre du conseil d’Administration d’ARRI

Le général Jacques FAVIN-LÉVÊQUE, Européen convaincu, a présenté le 19 mai à Paris sa vision de la construction et des défis auxquels doit faire face l’Union européenne.

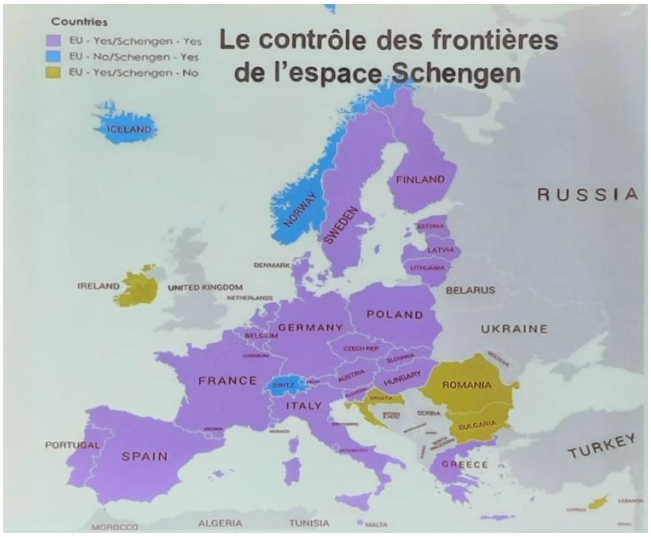
La vieille Europe

L’agression de l’Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine a bouleversé l’Union européenne (UE) qui a vu son existence menacée et, rapidement, la nécessité d’exister, et d’abord de se défendre. Depuis des siècles, notre vieille Europe n’a cessé d’être en guerre. Elle est plus ou moins en paix depuis soixante-dix ans grâce à l’UE… et à la dissuasion nucléaire ! Après la seconde guerre mondiale, la guerre froide vit l’Europe coupée en deux, menacée d’une invasion du Pacte de Varsovie qui visait Brest en cinq jours. La chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 fut la porte ouverte sur l’unification de l’Europe.

La maison commune à 27 pays membres

L’Union européenne d’aujourd’hui est l’héritière de ce passé tumultueux et brillant. Elle est l’héritière de ses penseurs, ses musiciens, ses savants, ses rois et ses empereurs, ses hommes d’État, ses artistes de toutes les disciplines… En 1950, « *Les pères fondateurs* », Jean Monnet, Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, en posèrent les fondations. Sa construction s’est faite avec les traités, Rome en 1957, l’Acte unique en 1987, Maastricht en 1992, Amsterdam en 1997, Nice en 2002 et Lisbonne en 2007 sans oublier le traité de l’UE et le traité de fonctionnement de l’UE.

Les grands défis pour l’Europe de demain



Les grands défis sont la souveraineté en matière de défense, la démographie, l’immigration de masse et le contrôle des frontières, la compétition économique et culturelle mondiale, la crise de la démocratie.

La défense a dominé le sommet du Conseil de l’Union en mars 2022 à Versailles. La « *boussole stratégique* » a été actée. Ce « *livre blanc* » présente une vision commune sur l’autonomie stratégique en matière de défense, une perception commune des menaces, un effort budgétaire significatif, la finalisation d’une capacité européenne de commandement opérationnel, la constitution d’une force de réaction rapide de 5 000 hommes en mesure d’intervenir rapidement. Les axes d’effort sont : la cyberdéfense, l’espace et la présence maritime. L’article 42-7 du traité de l’UE assure un secours en cas d’agression mais les rapports avec l’OTAN posent question.

Le contrôle des frontières est à la charge des pays frontaliers avec l’aide de l’agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières (ex Frontex). En 2027, cette dernière disposera de 10 000 agents et d’un budget d’un milliard d’euros. L’accueil est un conflit permanent entre le cœur et la raison : côté cœur, les ONG, l’humanitaire, les droits de l’homme, le pape François ; côté raison, les États, l’ordre, l’identité culturelle, etc.

La compétition économique est forte : depuis 1960, la part du PIB mondial de l'UE a chuté à 28 %, derrière la Chine et les États-Unis.

L'Europe va-t-elle sortir de l'histoire ? Non car elle a un avenir !

Il y a d'abord la prise de conscience de la situation au niveau de l'UE et des États membres. Les institutions sont solides, même s'il y a des faiblesses à corriger et des réformes à mener. Il reste surtout à défendre les valeurs de l'Europe.

La Commission européenne présidée par Ursula von der LEYEN est comme un syndic de copropriété face aux copropriétaires, les États membres ! Elle a déjà à son actif l'emprunt de 750 milliards d'euros pour une dette commune, les directives *Digital Service Act* (DSA) et *Digital Markets Act* (DMA) pour réglementer les obligations des multinationales, la gestion et la production des vaccins de la Covid, le financement d'armements pour l'Ukraine.

Le Parlement européen est une représentation citoyenne équilibrée.

Le Conseil européen, qui réunit les 27 chefs d'État ou de gouvernement, en moyenne une fois par mois, fixe les grandes orientations de l'UE, à l'unanimité pour les Affaires étrangères, la défense, la fiscalité, le social et le budget ; à la majorité qualifiée dans les autres domaines. Selon que les 27 chefs d'État marchent d'un même pas ou sont désunis, l'Europe avance ou stagne !

La Banque centrale européenne (BCE) organisme régulateur de l'euro et de l'équilibre économique et financier de l'UE.

La Cour de justice de l'UE qui règle les litiges entre l'UE et les États membres. À ne pas confondre avec la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

La révision des traités ?

Sujet à hauts risques qui nécessite trois étapes : l'accord du Conseil européen à la majorité qualifiée, un projet proposé par une Convention constituante et l'accord du Conseil à l'unanimité.

Corriger les faiblesses

Au plan économique, l'UE doit relocaliser les capacités industrielles et agricoles qui conditionnent l'autonomie ; adapter son économie aux règles de la concurrence mondiale, exiger la réciprocité des échanges commerciaux et tirer parti de ses domaines d'excellence ; surmonter les excès d'un juridisme procédurier et incapacitant.

L'UE doit défendre ses vraies valeurs : démocratie, droits de l'homme, État de droit, liberté, égalité homme-femme, respect des minorités, tolérance, accueil, etc. Mais aussi éthique, morale, travail, famille, devoirs, responsabilité, respect, courage, honneur… et autres valeurs traditionnelles de l'Europe de toujours !

Les ouvriers de l'Europe de demain sont les étudiants de la génération d'Erasmus, pour laquelle le Rhin, l'Elbe, les Alpes ou les Pyrénées ne sont pas des frontières ; les 15-40 ans à la mesure d'une Europe « 5 G » **et nous tous… !**

La vraie question : « *Jusqu'où aller dans le partage de souveraineté, compte tenu de l'opinion des populations ?* » ■

Notes de François Toussaint

Faut-il une politique industrielle pour l'Europe ?

par Philippe Jurgensen, président de la Commission économique et sociale internationale de la LECE, président honoraire de la LECE, vice-président d'ARRI.

Un colloque organisé le 12 mai dernier par la Commission économique et sociale de la Ligue européenne de Coopération économique (LECE) - auquel plusieurs membres d'ARRI ont pris part - a permis de constater que la politique industrielle, loin d'être éclipsée par les crises et la guerre en Ukraine, est désormais à l'ordre du jour. Cela est vrai tant de l'Union européenne que des États membres, y compris ceux qui, se réclamant de l'« ordo-libéralisme » comme l'Allemagne et les États du Nord, s'y opposaient jusqu'à présent.

En effet, ces événements ont montré à quel point le déclin de l'activité industrielle dans la plupart de nos pays et un recours excessif à la sous-traitance dans la recherche de coûts toujours plus bas ont rendu nos économies dépendantes de l'extérieur, détruisant de nombreux emplois qualifiés et nous mettant à la merci de ruptures d'approvisionnement en cas de crise économique ou de tensions géopolitiques.

L'intervention initiale de Laurence de Richemont, chef de l'unité stratégie à la Direction générale « GROW » (croissance) de la Commission européenne, a montré de façon très détaillée l'amplitude des ambitions de l'Union européenne (UE) dans ce domaine. Analysant les 137 produits ou sous-secteurs où ce problème de dépendance se pose, la Commission met en place des « *projets d'intérêt commun européen* » et des « *European cluster collaboration platforms* ». Si la recherche d'une « *souveraineté* » européenne reste contestée par certains, l'UE s'est donnée, avec le Plan de relance (Next Generation EU) et le Plan vert, les moyens financiers nécessaires pour réduire nos dépendances, lancer de nouvelles productions compétitives (par exemple dans les énergies renouvelables) et soutenir l'émergence de champions européens.

Louis Gallois, ancien président de la SNCF et de l'Aérospatiale, a ensuite montré combien le raccourcissement des chaînes de valeur était nécessaire pour sécuriser nos industries. Il a, dans la ligne de son célèbre rapport de 2010, souligné l'importance d'une action résolue et constante en faveur de la compétitivité de nos entreprises, mais aussi mis en garde contre les conséquences de mesures trop rapides en faveur de l'environnement.

L'intervention de Heleen Bakker, directrice au ministère de l'Économie et de l'environnement des Pays-Bas, a souligné combien l'approche de ce pays s'éloigne désormais du libéralisme « *pur et dur* » pour encourager la mise en place de programmes de branche et conduire des stratégies de soutien public à l'investissement et à l'innovation.

Le même souci se retrouve dans les propos de Gilles de Margerie, Directeur général de France-Stratégie qui a décrit les multiples programmes industriels soutenus dans le cadre du Plan de relance français et appelé avec éloquence à retrouver le chemin d'une croissance industrielle compétitive.

Le numéro 2 du patronat espagnol, Diego Guri, a montré que la stratégie de réindustrialisation et de rapprochement des lieux de production et de consommation commence à porter ses fruits en Espagne. Il a cependant appelé à ne pas se couper des marchés mondiaux, et notamment à défendre activement le traitement équitable et l'accès au marché de nos entreprises et de leurs filiales à l'étranger.

Enfin, Grégoire Postel-Vinay, conseiller principal du Directeur général des entreprises à Bercy, a détaillé les enjeux de la réindustrialisation dans un grand nombre de secteurs stratégiques. Il souligne la nécessité d'une grande continuité dans l'action et l'importance du soutien à apporter à nos « start-ups » comme à nos « licornes[1]», désormais plus nombreuses mais encore fragiles, pour développer de nouveaux champions européens. Il montre la nécessité d'une révision de la politique de la concurrence de l'Union européenne, tant pour garantir un accès égal aux marchés (« *level playing field* ») que pour apprécier les positions dominantes non sur le seul marché européen, mais à l'échelle de marchés mondialisés. ■

Cinq recommandations seront soumises pour adoption au Conseil central de la LECE qui aura lieu le 7 juin prochain :

- Une priorité doit être donnée au sein de « *Next generation EU* » et du Plan vert, au soutien du potentiel productif et exportateur, offensif (assurer l'accès aux marchés tiers) et défensif (garantir un « *level playing field* ») ;

- L'UE doit réduire ses dépendances : incitation au stockage stratégique, encouragement des circuits courts, dialogue avec les pays producteurs sur la sécurité des approvisionnements et le traitement équitable ;

- La politique de lutte contre les positions dominantes et celle des aides d'État doivent être révisées à la lumière du marché mondialisé et du besoin de soutenir des champions européens ;

- Les objectifs environnementaux nécessitent de mettre en place un mécanisme efficace d'ajustement aux frontières et des normes plus strictes pour les transports et le bâtiment ;

- L'UE doit accueillir (y compris en provenance de l'étranger) et former les compétences qui manquent à nos économies ; un effort considérable d'éducation et de formation continue doit répondre aux besoins des nouvelles branches d'avenir.

[1] Entreprises à forte croissance et ayant atteint au moins un milliard d'euros de chiffre d'affaires ; leur nombre en France est passé de 5 à 25 en cinq ans.

L’Europe face à la guerre en Ukraine

La Maison Heinrich Heine, en collaboration avec ARRI et le site Boulevard extérieur (Observatoire de la vie politique internationale), a organisé, le 4 mai, une table ronde sur le thème L’Europe face à la guerre en Ukraine. Animée par David Capitant, président d’ARRI et membre du conseil d’Administration de la Maison Heinrich Heine, la table ronde a réuni Marie Mendras, chercheuse au CNRS et au CERI, professeure à Sciences Po ; Roman Goncharenko, journaliste à la Deutsche Welle ; Pierre Haski, chroniqueur à France Inter et président de Reporters sans frontières ; Stephen Kornelius, directeur du service politique de la Süddeutsche Zeitung à Munich.

Christiane Deussen, directrice de la Maison Heinrich Heine, ouvre la séance « *Imprudemment qualifiée par Barak Obama de puissance régionale, la Russie est revenue brutalement au centre du jeu géopolitique mondial le 24 février avec l'invasion de l'Ukraine qualifiée par Moscou d’opération militaire spéciale. (…) Cette agression, réalisée en violation du droit international, marque un tournant dans l’histoire de l’Europe et ses répercussions ne restent pas limitées à cette zone. (…) Face aux atrocités et à la violence mais aussi face à l’unité et à la détermination des Ukrainiens de ne rien céder à l’envahisseur, comment l’Europe doit-elle agir dans un contexte qui laisse penser à une guerre d’usure ?* ».

Un conflit qui nous a pris par surprise

Ce conflit, on ne l’attendait pas, et la question de l’énergie en est la preuve, sinon comment aurions-nous pu accepter d’être dépendants de la Russie, avec laquelle nous n’entretenions pas des relations particulièrement amicales, en lui confiant la sécurité de nos approvisionnements ? À titre d’exemple, l’Autriche est dépendante à 100 % du gaz russe…

Cet effet de surprise s’est également manifesté à travers d’autres facteurs : la capacité de mobilisation et de résistance des Ukrainiens et l’état de l’armée russe qui ne correspondait pas à l’image de puissance que nous en avions.

La guerre russo-ukrainienne n’est pas une guerre mais une agression

« Il y a beaucoup de confusion autour de la nature de cette guerre », souligne Marie Mendras. C’est en réalité une agression armée décidée par le Kremlin contre les 45 millions d’habitants que compte l’Ukraine, contre leur nation, contre leur État, contre leurs dirigeants, alors que les Ukrainiens n’ont jamais menacé l’État russe et la population de la Fédération de Russie.

Pour Roman Goncharenko, les objectifs de Vladimir Poutine sont clairs. Il veut prendre une revanche sur l’histoire, précisément sur l’implosion de l’Union soviétique à la suite de la guerre froide, conduire une guerre de civilisation et instaurer un ordre antimoderne, tout en vouant une haine à l’égard de l’Ukraine et en voulant la vider de sa population.

Depuis la victoire du gouvernement orange, la Russie est en guerre contre l’Ukraine

Pour mieux appréhender les évènements, il faut porter un regard sur l’histoire et dans le temps. L’agression russe ne date pas du 24 février 2022, mais elle s’inscrit dans un scénario qui remonte à 2004, avec la révolution orange. Depuis la victoire du gouvernement issu de cette révolution, la Russie est en guerre contre l’Ukraine : une guerre économique, une guerre de désinformation, une guerre de pression par les milieux d’affaires et par les services de renseignements. En 2014, La Russie occupe la Crimée et les territoires de Donetsk et de Lougansk. Cette première guerre du Donbass, qui a fait entre 13 000 et 14 000 victimes, ne s’est jamais arrêtée. Au printemps 2021, vent debout contre l’OTAN et le camp occidental, Vladimir Poutine exerce un nouveau chantage à la guerre en massant 100 000 hommes à la frontière avec l’Ukraine. Et c’est sans doute parce que ces 100 000 hommes n’ont pas pénétré sur le territoire ukrainien que nous avons manqué de vigilance vis-à-vis de la Russie.

Le 24 février 2022, sans but de guerre et sans instructions, les soldats russes entrent en Ukraine. Grâce à la bravoure des Ukrainiens, aux livraisons d'armes de l'Occident, à la diplomatie, Kiev résiste et ne tombe pas, et cette première déroute russe n'empêche le ministère russe de la Défense d'annoncer la consolidation de l'occupation du Donbass et du sud-est de l'Ukraine.

La Russie a eu le temps de se préparer

L'Occident n'ayant pas suffisamment pris au sérieux les menaces de Vladimir Poutine, la Russie a eu le temps de se préparer. Roman Goncharenko pointe des signes avant-coureurs qui auraient dû nous alerter. En 2013, Vladimir Poutine annonce qu'il veut mettre en place un commandement central, et en 2017, que l'économie russe doit devenir une économie de guerre. Enfin, il pointe également le refus de Barak Obama de livrer des armes et des munitions à l'Ukraine lors de la crise de 2014 (annexion de la Crimée et guerre du Donbass).

La réponse européenne et le leadership franco-allemand

L'Union européenne réagit immédiatement, dans une logique émotionnelle : tout le monde veut défendre l'Ukraine. Puis, des sanctions sont très rapidement mises en place. En revanche, pour la fourniture d'armements à l'Ukraine, la vitesse de réaction n'a pas été la même dans les pays Baltes, en Pologne, en France et en Allemagne. Les pays Baltes et la Pologne, qui ont vécu l'expérience soviétique, ont réagi de manière épidermique et rapide, d'autant plus qu'ils se trouvaient aussi confrontés à l'afflux de réfugiés. La réactivité des Allemands et des Français, *« censés être les leaders de l'Europe »,* a été beaucoup plus lente, d'où la remarque de Pierre Haski : *« le leadership franco-allemand a été sérieusement bousculé par cette crise et il en restera des traces quant à la manière dont se prennent les décisions et se déroule le débat au sein de l'Union européenne ».*

L'Allemagne et la France n'ont pas la même culture de la guerre. Si la décision d'envoyer des armes dites « *game changer* » a été prise par le président de la République française et le chef d'état-major des armées, une telle décision en Allemagne fait l'objet d'un vote au Parlement. Par ailleurs, *« Les questions militaires sont une source de friction en Allemagne où une partie de l'opinion publique continue à défendre le pacifisme »,* souligne Stephen Kornelius. Le chancelier Scholz est néanmoins prêt à prendre ses responsabilités. Il a décidé de faire de la défense une priorité budgétaire, et le Bundestag a approuvé la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine.

Quelle issue à cette guerre ?

Si Vladimir Poutine ne peut pas gagner la guerre et si l'Ukraine ne peut pas la perdre, quel scénario peut-on alors envisager ? Pour Marie Mendras, la balle est dans le camp de Moscou. *« Le système Poutine est une dictature totale et délirante. En place depuis 22 ans, le dictateur n'est contredit par personne puisqu'il a construit la dictature. Il ne peut plus entendre ; il ne peut plus écouter ; il ne peut plus négocier. Il doit gagner, et gagner à tout prix ».* Aucun dialogue n'est possible avec Poutine. Il ne veut pas arrêter la guerre et s'il l'arrête, il ne le fera qu'à ses conditions. Pour Roman Goncharenko, l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et son renoncement à être membre de l'OTAN pourraient être une solution à cette guerre…

Quels défis pour les Européens face à une guerre qui va durer ?

Les défis sont immenses et l'un des défis majeurs pour l'Union européenne est d'assurer et de maintenir dans la durée la cohésion des différents États-membres face à la Russie, notamment sur les sanctions, l'embargo sur les hydrocarbures russes, les livraisons d'armes lourdes à l'Ukraine. Un autre défi tout aussi important touche à la démocratie et à l'ordre que l'Occident a construit et dans lequel la souveraineté et le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine sont remis en cause. A très court terme, il faut continuer à soutenir les Ukrainiens, à accomplir le travail humanitaire compte tenu du nombre croissant de réfugiés venant d'Ukraine, mais aussi de pays dans lesquels cette agression a créé une instabilité, la Moldavie et la Biélorussie.

À court terme, Marie Mendras met en garde sur le fait que les Européens et l'Alliance atlantique ne doivent pas accepter une paix autour d'une nouvelle partition de l'Ukraine comme si cela pourrait permettre à l'Europe de retrouver la stabilité et aux Ukrainiens de se reconstruire après la destruction et l'occupation militaire de plusieurs de leurs régions. « *On ne peut pas être dans la recherche du lâche soulagement : qu'il faudrait tout faire pour que les Ukrainiens abandonnent, que le conflit se règle pour que nous retrouvions notre pseudo-confort d'avant et les pseudo-équilibres sécuritaires qui étaient déjà bien agités depuis une décennie*… », ajoute-t-elle.

L'OTAN au cœur de la construction de la défense européenne ?

Sur les questions de défense et du point de vue de Stephen Kornelius, peu d'éléments de langage commun existent entre la France et l'Allemagne, et nous continuerons à être tributaires de l'OTAN pour la sécurité en l'Europe dont l'architecture doit évoluer car la menace nucléaire est à prendre au sérieux. « *Les termes du débat sur la souveraineté et l'autonomie stratégique porté par le président Emmanuel Macron depuis 2017 ont changé. La défense sera dans l'OTAN ou ne sera pas, et le débat franco-français sur la question faut-il quitter le commandement de l'Alliance ? est surréaliste* » selon Pierre Haski. Aucun pays n'envisage de sortir de l'OTAN, et deux pays sont sur le point d'y entrer : la Finlande et la Suède. Quarante mille hommes sous commandement de l'OTAN sont actuellement déployés dans les pays qui font face à la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Dix fois plus qu'en février. L'enjeu n'est-il pas de comprendre aujourd'hui de quelle manière cette guerre change notre posture stratégique.

Quel rôle jouent les États-Unis ?

Nous assistons à un réinvestissement américain en Europe avec le déploiement de soldats sur le flanc est de l'Europe. Ce réinvestissement américain sera-t-il similaire à celui qui prévalait lors de la guerre froide ? Les États-Unis sont-ils prêts à accepter un rôle plus déterminant des Européens au sein de l'OTAN ? Lloyd Austin, secrétaire d'État à la Défense des États-Unis, en visite à Kiev, déclare que le but de la guerre est d'affaiblir la Russie. En a-t-il parlé avec les Européens ? Cette position est-elle acceptée par tout le monde ? Le soutien à l'Ukraine n'est-il pas, tout d'abord et avant tout, de permettre à ce pays de retrouver sa souveraineté ?

L'après-guerre : quels défis ?

Qu'elle que soit la fin de cette guerre (une défaite militaire, l'effondrement de la Russie, une négociation…), l'Europe orientale se trouvera dans un état de décomposition politique, et il faudra trouver des structures qui permettront d'accommoder les quatre pays « *orphelins* » de la région : Biélorussie, Ukraine, Géorgie et Moldavie. Le cas de la Biélorussie est aujourd'hui un peu dépassé puisqu'elle est « avalée », de fait, par la Russie. « *Ces pays, qui ne sont ni dans l'Union européenne, ni dans une structure régionale d'alliance, n'ont pas vocation à être des terres de déstabilisation permanente* » fait remarquer Pierre Haski. Des discussions sur un futur élargissement de l'UE sont en cours. Le Premier ministre italien appelle à un « *fédéralisme pragmatique* », lequel aurait l'avantage de ne pas compromettre le fonctionnement de l'UE. Si la Moldavie, la Géorgie, l'Ukraine ou les pays des Balkans entraient dans l'UE, celle-ci serait incapable de fonctionner étant déjà, avec Vingt-sept pays de niveau différent, « *au bout du rouleau en termes institutionnels* ». Alors comment arrimer ces pays à l'Europe sans nécessairement en faire des membres dans les six mois qui viennent ? C'est tout l'enjeu des propositions à venir.

Avec cette agression, tout a explosé. L'Ukraine va-t-elle pouvoir retrouver son intégrité territoriale ? L'Europe divisée profondément, le sera-t-elle durablement ? Nous vivons dans un monde où la domination occidentale est contestée voire terminée : est-ce pour autant le temps des autocrates et des dictatures ?

Notes de Geneviève Tinturier